



L'EVARS (Éducation à la Vie Affective, Relationnelle et Sexuelle), un impératif éducatif et citoyen

Nos organisations FSU, UNSA Éducation, CFDT éducation, formation, recherche publiques, CGT éduc'action et SUD éducation ont porté avec force et constance l'impératif d'un programme d'éducation à la vie affective et relationnelle, et à la sexualité (EVARS) ambitieux ainsi que des moyens conséquents pour le mettre en oeuvre. Nous avons travaillé en responsabilité depuis plusieurs mois pour que ce programme aboutisse. Il est un levier essentiel pour favoriser la connaissance et l'estime de soi, les relations saines entre les personnes et protéger les jeunes des violences sexistes, sexuelles, intrafamiliales, pour combattre les discriminations et éduquer à l'égalité.

Malgré les pressions des anti-Evars, et quelques reculs dommageable, les programmes ont enfin été publiés par le ministère de l'Éducation nationale.

Depuis plusieurs mois, des collectifs de parents d'élèves, dans la mouvance conservatrices, réactionnaires ou proches de l'extrême droite diffusent des mensonges et contre vérités sur le programme d'EVARS, pour saper les fondements même de ce programme. Ces collectifs utilisent une rhétorique complotiste et un discours discriminant à l'égard des personnes LGBTI pour convaincre les parents d'élèves que l'EVARS constituerait un danger pour leurs enfants. Au contraire, c'est bien le manque d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle qui constituent un danger pour les enfants, les femmes, les personnes LGBTI. Depuis la publication du programme d'EVARS, ces associations et collectifs sont plus en plus actifs : tracts mensonges, menaces contre les personnels et appel à ne pas envoyer les élèves dans les écoles, collèges et lycées le 10 mars, immiscions dans l'organisation de ces séances etc.

Nous dénonçons ces attaques contre l'École publique et ses ambitions émancipatrices et exigeons du ministère de l'Éducation nationale une position claire et ferme : les élèves ont également droit à l'éducation et à la santé, aucun·e élève ne doit en être privé·e. L'institution, à tous les niveaux, doit protéger et accompagner les personnels : aucun·e doit être menacé·e ou remis·e en cause parce qu'il ou elle fait son métier en appliquant les programmes d'EVARS. Il est aussi urgent que le ministère initie une vaste campagne d'informations à destination des familles pour ne pas laisser prospérer les fake news et pour rassurer les parents: le programme d'EVARS est adapté à l'âge des élèves et leurs besoins.

Nos organisations syndicales se tiennent ensemble aux côtés des personnels qui seraient confrontés aux pressions de ces groupes réactionnaires et les appellent à ne pas rester isolé·e face à ce type de situations : l'employeur doit protéger tous les agents.

Pour nos organisations syndicales FSU, UNSA Éducation, CFDT éducation, formation, recherche publiques, CGT éduc'action et SUD éducation, l'École doit être un rempart contre tous les obscurantismes, politiques et religieux, et les pressions de l'extrême droite doivent être fermement dénoncées et combattues.